ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Education nationale (F), le 19 janvier 1988, de trois demandes d'avis sur des projets d'arrêtés royaux dépourvus d'intitulé mais présentés en ces termes dans la lettre du Ministre : "projets d'arrêtés royaux portant modification des règlements organiques des Conservatoires royaux de Musique" (Bruxelles, Liège, Mons), a donné le 24 février 1988 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 19 januari 1988 door de Minister van Onderwijs (F) verzocht hem van advies te dienen over drie ontwerpen van koninklijke besluiten zonder opschrift, maar in de brief van de Minister aangekondigd als "projets d'arrêtés royaux portant modification des règlements organiques des Conservatoires royaux de Musique" (Brussel, Luik, Bergen), heeft op 24 februari 1988 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES PRELIMINAIRES.

I. Consultation des organisations syndicales.

L'article 2 des projets modifie le classement des fonctions de professeur, mesure relative au statut administratif; ce classement a pour effet de modifier le statut pécuniaire des professeurs qui exercent ces fonctions. Dans l'un comme dans l'autre cas, il s'agit d'une réglementation de base au sens de l'article 2, § 1er, 1°, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

La mesure de l'article en projet doit, dans l'état actuel de la législation et de la réglementation en vigueur, faire l'objet non d'une consultation mais d'une négociation, soit par application de l'article 3, 8°, de l'arrêté royal du 29 août 1985 déterminant les réglementations de base au sens de l'article 2, § 1er, 1°, de la loi précitée du 19 décembre 1974, soit par application de l'article 4, 1°, b, du même arrêté; cette négociation doit se faire au sein du comité de secteur X.

Il ressort du préambule que la mesure a fait l'objet, en février 1981, d'une consultation conforme à l'arrêté royal du 20 juin 1955. Selon le délégué du Ministre, il n'y aurait pas lieu de procéder à une négociation parce que le texte a été soumis au comité de consultation syndicale en 1981 et n'a pas été modifié depuis lors.

.../...

L'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités contient plusieurs dispositions transitoires pour assurer le passage du régime de la consultation à celui de la négociation et de la concertation; ce sont les articles 99, 100 et 101, suivants lesquels :

"Art. 99. Les dispositions des statuts syndicaux antérieurs relatives à la consultation dans des matières visées à l'article 2, § 1er, alinéa 1er, 1°, de la loi et qui doivent être négociées dans les comités généraux, demeurent d'application jusqu'au vingt-neuvième jour après la date à laquelle la liste visée à l'article 56, § 1er, est publiée au Moniteur belge, et en tout cas jusqu'à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal portant définition des réglementations de base relatives à ces matières.

Art. 100. Les dispositions des statuts syndicaux antérieurs, relatives à la consultation syndicale dans des matières visées aux articles 2, § 1er, alinéa 1er, 2°, et 3, § 1er, 3°, de la loi et qui doivent être négociées dans les comités généraux, demeurent d'application jusqu'au vingt-neuvième jour après la date à laquelle la liste visée à l'article 56, § 1er, est publiée au Moniteur belge.

Art. 101. Les dispositions des statuts syndicaux antérieurs relatives à la consultation syndicale dans des matières qui doivent faire l'objet d'une négociation dans des comités de secteur ou des comités particuliers ou qui doivent faire l'objet d'une concertation, demeurent d'application jusqu'au vingt-neuvième jour après la date à laquelle la liste visée à l'article 63, alinéa 3, est publiée au Moniteur belge pour ce comité et, en tout cas, jusqu'à l'entrée en vigueur de l'arrêté royal portant définition des réglementations de base visées à l'article 2, § 1er, alinéa 1er, 1°, de la loi".

L'arrêté royal du 17 juillet 1985 modifiant l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités a, par son article 12, remplacé l'article 99 par un nouveau texte qui est le suivant :

"Art. 99. Les dispositions des statuts syndicaux antérieurs relatives à la consultation syndicale dans les matières visées à l'article 2, § 1er, alinéa 1er, 1°, de la loi et qui doivent être négociées dans les comités généraux, demeurent d'application jusqu'à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal portant définition des réglementations de base relatives à ces matières".

Le même arrêté a modifié l'article 101 précité qui, suivant l'article 13 de cet arrêté, doit être lu comme suit :

"Art. 13. Dans l'article 101 du même arrêté, les mots "jusqu'au vingt-neuvième jour après la date à laquelle la liste visée à l'article 63, alinéa 3, est publiée au Moniteur belge pour ce comité et, en tout cas jusqu'à l'entrée en vigueur de l'arrêté royal portant définition des réglementations de base visées à l'article 2, § 1er, alinéa 1er, 1°, de la loi." sont remplacés par les mots "jusqu'au vingt-neuvième jour après la date à laquelle la liste visée à l'article 63, alinéa 3, est publiée au Moniteur belge pour ce comité. Si cette date est antérieure à celle de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal déterminant les réglementations de base au sens de l'article 2, § 1er, alinéa 1er, 1°, de la loi, ces dispositions restent cependant applicables jusqu'à la date d'entrée en vigueur de cet arrêté royal".

.../...

Enfin, l'article 14 de cet arrêté a inséré un article 101bis rédigé comme suit :

"Art. 101bis. Les procédures de consultation syndicale portant sur les matières visées à l'article 2, § 1er, alinéa 1er, 1°, de la loi et devant être soumises à la négociation au sein des comités généraux, celles portant sur les matières visées aux articles 2, § 1er, alinéa 1er, 2°, et 3, § 1er, 3°, de la loi et devant être soumises à la négociation au sein des comités généraux et celles portant sur des matières devant être soumises à la négociation au sein des comités de secteur ou des comités particuliers ou à la concertation, qui ont été engagées, en vertu des statuts syndicaux antérieurs par l'inscription à l'ordre du jour de l'organe de consultation syndicale intéressé au plus tard à la date prévue respectivement aux articles 99, 100 et 101 sont poursuivies jusqu'à leur accomplissement. Il en va de même des procédures écrites de consultation syndicale légales ou réglementaires engagées, à la même date, par l'envoi des documents nécessaires; la date de la poste fait foi de l'envoi.

Les avis rendus à l'issue de ces procédures conservent leur validité et les projets ou propositions de mesures qui ont fait l'objet d'un avis ne doivent dès lors pas être soumis de nouveau aux procédures de négociation et de concertation prévues par la loi :

a) si la décision que l'autorité prend s'accorde avec le projet ou la proposition de mesures soumis aux organes de consultation syndicale ou à une procédure écrite de consultation syndicale;

b) si les modifications apportées par l'autorité au projet ou à la proposition de mesures qu'elle a soumis aux organes de consultation syndicale ou à une procédure écrite de consultation syndicale ont pour seul effet de rendre les mesures conformes à l'avis émis.

.../...

Le régime prévu aux alinéas premier et deux cesse d'être applicable si l'autorité n'a pas pris de décision relative au projet ou à la proposition de mesures soumis aux organes de consultation syndicale ou à une procédure écrite de consultation syndicale dans les quatre mois suivant la date visée aux articles 99, 100 et 101, en ce qui concerne respectivement les matières visées à l'article 2, § 1er, alinéa 1er, 1°, de la loi et devant être soumises à la négociation au sein des comités généraux, celles visées aux articles 2, § 1er, alinéa 1er, 2°, et 3, § 1er, 3°, de la loi et devant être soumises à la négociation au sein des comités généraux et celles devant être soumises à la négociation au sein des comités de secteur ou des comités particuliers ou à la concertation".

Il résulte de la combinaison des articles 101, modifié, et 101bis, alinéa 3, que le régime ancien de consultation cesse d'être applicable quatre mois après le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 29 août 1985 déterminant les réglementations de base, soit le 1er novembre 1985 selon l'article 8 de cet arrêté. En outre, l'avis prévu par l'article 65 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 a été publié au Moniteur belge du 18 janvier 1986 en ce qui concerne notamment le secteur IX, Ministère de l'Education nationale, et le secteur X, enseignement, établissements scientifiques, culture, de manière telle qu'en tout état de cause, à la date du 17 février 1986, l'avis émis par le comité de consultation syndicale, le 17 février 1981, était périmé.

Il en résulte que les projets d'arrêtés doivent être soumis pour négociation au comité et qu'ils ne sont pas en état d'être examinés par la section de législation du Conseil d'Etat.

.../...

II. Obligation d'établir les projets d'arrêtés dans les deux langues nationales.

Les arrêtés en projet sont rédigés exclusivement en langue française.

L'article 56, alinéa 1er, des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative dispose :

> "Les arrêtés royaux et ministériels sont rédigés en français et en néerlandais".

Mais l'alinéa 2 de cet article établit une exception.

> "Toutefois, ils peuvent être unilingues quand ils se rapportent exclusivement soit à la région de langue française ou de langue néerlandaise, soit à un des cadres ou rôles linguistiques des services visés aux articles 39 à 47".

Pour l'interprétation de l'article 56, alinéa 2, des lois coordonnées précitées, il faut tenir compte de l'alinéa 5 du même article, alinéa suivant lequel :

> "Les arrêtés royaux et ministériels rédigés en une seule langue ne peuvent faire l'objet que d'une simple mention dans les deux langues au Moniteur belge; si une telle mention ne présente aucun caractère d'utilité publique, il peut y être renoncé".

.../...

Telle qu'elle est formulée, cette disposition paraît interdire la publication au Moniteur belge d'un arrêté royal ou ministériel unilingue sous une forme autre qu'une simple mention. Mais conformément à l'esprit sinon à la lettre de l'article 129 de la Constitution, l'article 56, alinéa 4, des lois coordonnées déjà citées - qui reproduit l'article 5, alinéa 2, de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires - et l'article 6 de cette dernière loi subordonnent la force obligatoire des arrêtés "intéressant la généralité des citoyens" à leur publication intégrale dans le Moniteur belge. Par la généralité de ses termes, l'article 56, alinéa 2, semblerait ne pas interdire la rédaction en une seule langue d'"arrêtés intéressant la généralité des citoyens". Mais pour devenir obligatoires, ces arrêtés devraient faire l'objet au Moniteur belge d'une publication intégrale que semble exclure l'alinéa 5 du même article. Cet alinéa viderait ainsi l'alinéa 2 d'une partie de sa substance. La faculté de faire des arrêtés unilingues serait, en effet, inutile si ceux-ci ne peuvent pas acquérir de force obligatoire.

Pour éliminer cette antinomie, une interprétation a été proposée (1) selon laquelle il résulte de la combinaison des alinéas 2 et 5 que, nonobstant les termes plus larges dans lesquels est rédigé l'alinéa 2, cette disposition a simplement pour objet de permettre la rédaction en une seule langue des arrêtés royaux qui n'intéressent pas la généralité des citoyens et qui ne doivent pas, dès

---

.../...

(1) A. VANDERSTICHELE. "Het gebruik der talen inzake verordeningen", "Tijdschrift voor Bestuurwetenschappen", 1964, pp. 155 à 162, spécialement p. 158.

lors, être publiés intégralement au Moniteur belge. Cette interprétation concilie les alinéas 2 et 5 de l'article 56, tout en assurant pleinement le respect de l'article 129 de la Constitution. Si elle attribue à l'alinéa 2 une portée plus limitée que celle que le texte semble lui donner, elle a le mérite de trouver certains appuis dans les travaux préparatoires (1).

Les arrêtés en projet ayant un caractère réglementaire, doivent être considérés comme des arrêtés intéressant la généralité des citoyens, qui doivent être publiés intégralement au Moniteur.

Il en résulte que les projets d'arrêtés doivent être publiés dans les deux langues nationales.

III. Accord du Ministre du Budget et du Ministre de la Fonction publique.

Dans la mesure où l'article 2 des arrêtés en projet prévoit que les cours énumérés dans le nouvel article 2 des arrêtés royaux modifiés sont des cours classés en 1ère catégorie, il est de nature à entraîner des dépenses supplémentaires. L'accord du Ministre du Budget est requis. L'accord du Ministre de la Fonction publique est également requis puisque ce même article touche au statut pécuniaire des agents de l'enseignement de l'Etat.

.../...

(1) Avis du Conseil d'Etat du 7 février 1962 sur le projet de loi "sur l'emploi des langues en matière administrative" (Doc. parl., Chambre, sess. 1961-1962, n° 331/1, p. 22, et Pasinomie, 1963, p. 944; déclaration du Ministre de la Fonction publique à la séance publique du Sénat du 25 juillet 1963 (Annales parlementaires, p. 1584 et Pasinomie, p. 1051).

D'ailleurs, les projets, dans leur préambule, visent ces deux accords mais, suivant le délégué du Ministre, ces accords n'ont pas été donnés.

En raison de l'inaccomplissement de ces formalités, les arrêtés en projet ne sont pas, non plus, en état d'être examinés.

IV. Consultation du conseil de perfectionnement.

L'article 17 de la loi du 14 mai 1955 sur l'enseignement artistique n'a pas été abrogé.

Suivant l'alinéa 1er de cet article 17,

> "Deux conseils de perfectionnement - l'un pour l'enseignement de l'architecture et des arts plastiques, l'autre pour l'enseignement de la musique - sont institués auprès du Ministre de l'instruction publique".

Selon l'alinéa 2 du même article, les membres de ces conseils de perfectionnement sont chargés de donner notamment leur avis sur les programmes d'études.

Il convenait, dès lors, non pas de solliciter l'avis du conseil supérieur de l'enseignement supérieur artistique mais bien l'avis du conseil de perfectionnement pour l'enseignement de la musique; cet avis n'ayant pas été sollicité, les projets ne sont pas, non plus, en état d'être examinés par le Conseil d'Etat, section de législation.

.../...

V. Base légale des projets.

La base légale des arrêtés en projet n'est pas mentionnée dans le préambule de chacun de ceux-ci.

Il conviendra de les compléter sur ce point en fonction du contenu des projets.

VOORAFGAANDE ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. Raadpleging van de vakorganisaties.

Artikel 2 van de ontwerpen wijzigt de rangschikking van de leraarsambten, welke maatregel betrekking heeft op het administratief statuut; die wijziging brengt een verandering mee van de bezoldigingsregeling van de leraars die deze ambten uitoefenen. In elk van de gevallen gaat het om een grondregeling in de zin van artikel 2, § 1, 1°, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

Over de maatregel waarin het ontworpen artikel voorziet, moet in de huidige stand van de vigerende wetgeving en reglementering geen syndicale raadpleging worden gehouden maar moet worden onderhandeld, hetzij met toepassing van artikel 3, 8°, van het koninklijk besluit van 29 augustus 1985 tot aanwijzing van de grondregelingen in de zin van artikel 2, § 1, 1°, van de voormelde wet van 19 december 1974, hetzij met toepassing van artikel 4, 1°, b, van hetzelfde besluit; die onderhandeling moet geschieden binnen het sectorcomité X.

Uit de aanhef blijkt dat over die maatregel in februari 1981 raadpleging heeft plaatsgehad overeenkomstig het koninklijk besluit van 20 juni 1955. Volgens de gemachtigde van de Minister zou er geen grond zijn om onderhandelingen te voeren omdat de tekst in 1981 voorgelegd is aan de syndicale raad van advies en sindsdien niet gewijzigd is.

.../...

Het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel bevat verscheidene overgangsbepalingen die zorgen voor de overgang van de regeling van de syndicale raadpleging naar die van de onderhandeling en het overleg; het zijn de artikelen 99, 100 en 101, die luiden als volgt :

"Art. 99. De bepalingen van de vroegere syndicale statuten met betrekking tot de syndicale raadpleging inzake in artikel 2, § 1, eerste lid, 1°, van de wet bedoelde aangelegenheden waarover in de algemene comités dient te worden onderhandeld, blijven van toepassing tot op de negenentwintigste dag na de datum waarop de in artikel 56, § 1, bedoelde lijst in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt, en in ieder geval tot de datum waarop het koninklijk besluit tot definiëring van de grondregelen inzake die aangelegenheden in werking treedt.

Art. 100. De bepalingen van de vroegere syndicale statuten met betrekking tot de syndicale raadpleging inzake in de artikelen 2, § 1, eerste lid, 2°, en 3, § 1, 3°, van de wet bedoelde aangelegenheden waarover in de algemene comités dient te worden onderhandeld blijven van toepassing tot op de negenentwintigste dag na de datum waarop de in artikel 56, § 1, bedoelde lijst in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Art. 101. De bepalingen van de vroegere syndicale statuten met betrekking tot de syndicale raadpleging inzake aangelegenheden waarover in de sectorcomités of in bijzondere comités onderhandeld dient te worden of waarover overleg dient te worden gepleegd, blijven van toepassing tot op de negenentwintigste dag na de datum waarop de in artikel 63, derde lid, bedoelde lijst voor dat comité in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt en in ieder geval tot de datum waarop het koninklijk besluit tot definiëring van de in artikel 2, § 1, eerste lid, 1°, van de wet bedoelde grondregelingen in werking treedt".

.../...

Het koninklijk besluit van 17 juli 1985 tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, heeft, met zijn artikel 12, artikel 99 vervangen door een nieuwe tekst, die luidt als volgt :

"Art. 99. De bepalingen van de vroegere syndicale statuten met betrekking tot de syndicale raadpleging inzake de in artikel 2, § 1, eerste lid, 1°, van de wet bedoelde aangelegenheden waarover in de algemene comités dient te worden onderhandeld, blijven van toepassing tot de datum van inwerkingtreding van het koninklijk besluit tot definiëring van de grondregelingen inzake die aangelegenheden".

Artikel 13 van datzelfde besluit heeft het voormelde artikel 101 gewijzigd en er de volgende lezing aan gegeven :

"Art. 13. In artikel 101 van hetzelfde besluit worden de woorden "tot op de negenentwintigste dag na de datum waarop de in artikel 63, derde lid, bedoelde lijst voor dat comité in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt en in ieder geval tot de datum waarop het koninklijk besluit tot definiëring van de in artikel 2, § 1, eerste lid, 1°, van de wet bedoelde grondregelingen in werking treedt.", vervangen door de woorden "tot op de negenentwintigste dag na de datum waarop de in artikel 63, derde lid, bedoelde lijst voor dat comité in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt. Wanneer bedoelde datum vóór de datum van inwerkingtreding van het koninklijk besluit tot aanwijzing van de grondregelingen in de zin van artikel 2, § 1, eerste lid, 1°, van de wet valt, blijven die bepalingen evenwel van toepassing tot de datum van inwerkingtreding van dat koninklijk besluit".

.../...

Tenslotte heeft artikel 14 van dat besluit een artikel 101bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 101bis. De syndicale raadplegingsprocedures inzake de in artikel 2, § 1, eerste lid, 1°, van de wet bedoelde aangelegenheden waarover in de algemene comités dient te worden onderhandeld, inzake de in de artikelen 2, § 1, eerste lid, 2°, en 3, § 1, 3°, van de wet bedoelde aangelegenheden waarover in de algemene comités dient te worden onderhandeld en inzake de aangelegenheden waarover in de sectorcomités of bijzondere comités dient onderhandeld of waarover overleg dient te worden gepleegd, die krachtens de vroegere syndicale statuten waren aangevat, respectievelijk uiterlijk op de in de artikelen 99, 100 en 101 bedoelde datum, door inschrijving op de dagorde van het betrokkene orgaan van syndicale raadpleging, worden voortgezet tot hun voltooiing. Hetzelfde geldt voor de schriftelijke syndicale wettelijke of reglementaire raadplegingsprocedures die waren aangevat op dezelfde datum door de toezending der nodige documenten; de postdatum geldt als bewijs van de verzending.

De krachtens die procedures uitgebrachte adviezen behouden hun geldigheid en de ontwerpen of voorstellen van maatregelen die het voorwerp hebben uitgemaakt van een advies, moeten derhalve niet opnieuw aan de in de wet voorziene procedures van onderhandeling en overleg worden onderworpen :

a) indien de beslissing die de overheid neemt, in overeenstemming te brengen is met het ontwerp of voorstel van maatregelen voorgelegd aan de organen van syndicale raadpleging of onderworpen aan een schriftelijke procedure van syndicale raadpleging;

b) indien de wijzigingen die de overheid heeft aangebracht tegenover het voorstel of ontwerp van maatregelen dat zij aan de organen van syndicale raadpleging heeft voorgelegd of onderworpen heeft aan een schriftelijke procedure van syndicale raadpleging, er enkel toe strekken de maatregelen te doen overeenkomen met het uitgebracht advies.

.../...

De in het eerste en tweede lid voorziene regeling houdt op van toepassing te zijn wanneer de overheid over het aan de organen van syndicale raadpleging voorgelegde of aan een schriftelijke procedure van syndicale raadpleging onderworpen ontwerp of voorstel van maatregelen geen beslissing heeft genomen binnen de vier maand na de in de artikelen 99, 100 en 101 bedoelde datum, respectievelijk wat betreft de in artikel 2, § 1, eerste lid, 1°, van de wet bedoelde aangelegenheden waarover in de algemene comités dient te worden onderhandeld, wat betreft de in de artikelen 2, § 1, eerste lid, 2°, en 3, § 1, 3°, van de wet bedoelde aangelegenheden waarover in de algemene comités dient te worden onderhandeld en wat betreft de aangelegenheden waarover in de sectorcomités of bijzondere comités dient onderhandeld of waarover overleg dient te worden gepleegd".

Uit de samenlezing van het gewijzigde artikel 101 en artikel 101bis, derde lid, volgt dat de vroegere regeling van de syndicale raadpleging ophoudt van toepassing te zijn vier maanden na de dag van de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 29 augustus 1985 tot aanwijzing van de grondregelingen, namelijk op 1 november 1985 volgens artikel 8 van dat besluit. Bovendien is het bericht bedoeld in artikel 65 van het koninklijk besluit van 28 september 1984 bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 18 januari 1986, wat betreft onder meer sector IX, Ministerie van Onderwijs, en sector X, onderwijs, wetenschappelijke instellingen en cultuur, zodat het advies dat de syndicale raad van advies op 17 februari 1981 uitgebracht had, in elk geval vervallen was op 17 februari 1986.

Daaruit volgt dat over de ontwerp-besluiten in het comité moet worden onderhandeld en dat ze niet in zoverre gereed zijn dat ze kunnen worden onderzocht door de afdeling wetgeving van de Raad van State.

.../...

II. Verplichting om de ontwerp-besluiten in de beide landstalen te stellen.

De ontworpen besluiten zijn uitsluitend in het Frans gesteld.

Artikel 56, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken bepaalt :

> "De koninklijke en ministeriële besluiten worden gesteld in het Nederlands en in het Frans".

Het tweede lid van dat artikel maakt echter een uitzondering.

> "Zij mogen echter eentalig zijn wanneer zij uitsluitend betrekking hebben hetzij op het Nederlandse of op het Franse taalgebied, hetzij op een van de taalkaders of -rollen van de diensten bedoeld in de artikelen 39 tot 47".

Bij de uitlegging van artikel 56, tweede lid, van de voormelde gecoördineerde wetten mag niet voorbij worden gezien dat het vijfde lid van hetzelfde artikel bepaalt :

> "De koninklijke en ministeriële besluiten die in één taal gesteld zijn mogen enkel het voorwerp zijn van een gewone vermelding in de twee talen in het Belgisch Staatsblad; indien zulke vermelding geen openbaar nut heeft, mag daarvan afgezien worden".

Zoals die bepaling gesteld is, lijkt zij te verbieden dat een eentalig koninklijk of ministerieel besluit in een andere vorm dan een gewone vermelding in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt. Daartegenover staat echter dat artikel 56, vierde lid, van de reeds genoemde gecoördineerde wetten - waarin is overgenomen artikel 5, tweede lid, van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen - en artikel 6 van deze laatste wet, naar de geest, zo al niet naar de letter van artikel 129 van de Grondwet, de verbindende kracht van besluiten "die belang hebben voor de meerderheid van de burgers" afhankelijk maken van de integrale bekendmaking in het Belgisch Staatsblad. Doordat artikel 56, tweede lid, in algemene bewoordingen is gesteld, lijkt het niet te verbieden dat "besluiten die belang hebben voor de meerderheid van de burgers" in slechts één taal zouden worden gesteld. Om verbindend te worden zouden die besluiten echter integraal in het Belgisch Staatsblad moeten worden bekendgemaakt, wat het vijfde lid van hetzelfde artikel lijkt uit te sluiten. Dat lid zou bijgevolg het tweede lid gedeeltelijk uithollen. De mogelijkheid om eentalige besluiten te maken zou namelijk nutteloos zijn als deze geen verbindende kracht kunnen krijgen.

.../...

Om die antinomie op te heffen is een uitlegging voorgesteld (1) volgens welke uit de samenlezing van het tweede en het vijfde lid volgt dat het tweede lid, in weerwil van de ruimere bewoordingen waarin het is gesteld, het gewoon mogelijk wil maken dat koninklijke besluiten die geen belang hebben voor de meerderheid van de burgers en die derhalve niet integraal in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt behoeven te worden, in slechts één taal worden gesteld. Die uitlegging brengt het tweede en het vijfde lid van artikel 56 met elkaar in overeenstemming en zorgt er mede voor dat artikel 129 van de Grondwet onverkort in ere wordt gehouden. Al schrijft zij aan het tweede lid een beperktere strekking toe dan die welke de tekst eraan lijkt te geven, desalniettemin biedt zij het voordeel een aantal steunpunten te hebben in de parlementaire voorbereiding van de wet (2).

Aangezien de ontworpen besluiten een verordeningskarakter dragen, moeten zij worden aangemerkt als besluiten die belang hebben voor de meerderheid van de burgers en moeten zij integraal in het Belgisch Staatsblad worden bekendgemaakt.

.../...

---

(1) A. VANDERSTICHELE. "Het gebruik der talen inzake verordeningen", "Tijdschrift voor Bestuurswetenschappen", 1964, blz. 155 tot 162, inzonderheid blz. 158.

(2) Advies van de Raad van State van 7 februari 1962 over het wetsontwerp "op het gebruik van de talen in bestuurszaken" (Gedr. St. Kamer, zitt. 1961-1962, nr. 331/1, blz. 22); verklaring van de Minister van Openbaar Ambt in de openbare vergadering van de Senaat van 25 juli 1963 (Hand., blz. 1584).

Hieruit volgt dat de ontwerp-besluiten in de beide landstalen dienen te worden bekendgemaakt.

III. Akkoord van de Minister van Begroting en van de Minister van Openbaar Ambt.

Voor zover artikel 2 van de ontworpen besluiten bepaalt dat de in het nieuw artikel 2 van de gewijzigde koninklijke besluiten opgesomde cursussen, cursussen zijn die bij de eerste categorie zijn ingedeeld, is het van dien aard dat het extra-uitgaven met zich meebrengt. Het akkoord van de Minister van Begroting is vereist. Ook het akkoord van de Minister van Openbaar Ambt is vereist omdat dit zelfde artikel de bezoldigingsregeling van het personeel van het Rijksonderwijs raakt.

Overigens wordt in de aanhef van de ontwerpen aan het akkoord van beide ministers gerefereerd, maar volgens de gemachtigde van de Minister heeft noch de ene noch de andere dat akkoord verleend.

Ook omdat aan die vormvereisten niet is voldaan, zijn de ontworpen besluiten niet in zoverre gereed dat zij kunnen worden onderzocht.

.../...

IV. Raadpleging van de verbeteringsraad.

Artikel 17 van de wet van 14 mei 1955 tot regeling van het kunstonderwijs is niet opgeheven.

Artikel 17, eerste lid, luidt aldus :

> "Twee verbeteringsraden - de ene voor het onderwijs in de bouwkunst en de plastische kunsten, de andere voor het muziekonderricht - worden bij de Minister van Openbaar Onderwijs ingesteld".

Volgens het tweede lid van hetzelfde artikel is de leden van die verbeteringsraden onder meer opgedragen van advies te dienen over de leerplannen.

Hieruit volgt dat niet het advies van de hoge raad voor het artistiek hoger onderwijs behoorde te worden gevraagd, maar wel het advies van de verbeteringsraad voor het muziekonderricht; aangezien dat advies niet is gevraagd, zijn de ontwerpen evenmin in zoverre gereed dat zij door de Raad van State, afdeling wetgeving, kunnen worden onderzocht.

V. Rechtsgrond van de ontwerpen.

De rechtsgrond van de ontworpen besluiten is niet aangegeven in de aanhef van elk van die besluiten.

De ontwerpen zouden al naar hun inhoud op dat punt moeten worden aangevuld.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
J.-Cl. GEUS, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,
F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.
Le rapport a été présenté par M. A. MERCENIER, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. A. MERCENIER, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. J.-J. STRYCKMANS.